

Affaires courantes

Je suis persuadé, monsieur le Président, que vous appuierez cette initiative.

[Français]

LES NÉGOCIATIONS DU GATT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège, conformément à l'article 36 du Règlement de la Chambre, de présenter des pétitions signées de quelque 700 électeurs de la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell. Ces électeurs sont bien inquiets face aux négociations du GATT. Ils demandent au Parlement canadien d'inciter le gouvernement à protéger nos systèmes de gestion des approvisionnements dans le cadre des négociations du GATT.

Je dois indiquer à la Chambre également que pendant les dernières trois semaines, j'ai eu l'occasion de déposer quelque 1 200 signatures sur des pétitions en cette Chambre qui s'ajoutent, bien sûr, aux 700 d'aujourd'hui, pour un grand total de 1 900 personnes qui ont manifesté leur intérêt vis-à-vis ce dossier fort important.

[Traduction]

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, je suis heureuse de présenter aujourd'hui deux pétitions provenant d'électeurs de ma circonscription.

La première se lit comme suit: Attendu que les producteurs laitiers et les aviculteurs craignent que les systèmes de commercialisation ne soient en péril en raison de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange et des négociations actuelles du GATT;

Attendu que les producteurs laitiers et les aviculteurs ont mis au point le système de commercialisation le plus perfectionné du monde et fournissent des produits de haute qualité aux consommateurs.

Ces pétitionnaires, qui viennent de localités de ma circonscription, comme Lower Bedeque, Fernwood, Albany et Crapaud, notamment, pressent le gouvernement de maintenir le système canadien, de le citer en exemple au reste du monde et de le protéger dans les négociations actuelles du GATT.

• (1100)

L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, l'autre pétition que j'ai à présenter concerne les projets de raccordement de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le gouvernement du Canada a la responsabilité constitutionnelle de ces projets de raccordement; dans le cadre des solutions à long terme du gouvernement du Canada pour répondre aux besoins des provinces en matière de transport, le contrat pour le pont n'a pas encore été approuvé. Après l'octroi du contrat, il pourrait bien s'é-

couler entre sept et dix ans avant que la construction soit terminée; les services de traversiers du gouvernement du Canada entre la province et le continent sont utilisés au maximum.

Ces pétitionnaires viennent de localités de ma circonscription comme Cornwall, North River, Long Creek et Harrington, notamment. Ils disent au gouvernement que les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard ont besoin d'un bien meilleur service de traversiers et qu'ils y ont droit.

VIA RAIL

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Transcona): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui deux pétitions. La première porte sur les réductions de services à VIA Rail et est signée par nombre de mes électeurs qui sont directement touchés par ces mesures. Certains d'entre eux ont même vu l'accès à leur chalet singulièrement réduit.

Ils pressent le gouvernement de maintenir les services de VIA Rail, notre réseau ferroviaire national, d'améliorer ses équipements en faisant l'acquisition de nouveau matériel et de lui verser suffisamment de fonds pour qu'elle puisse remplir son mandat national qui est d'assurer un service voyageurs.

LE JOUR DU TARTAN

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): J'ai une autre pétition ici, monsieur le Président. J'ai remarqué que le député de Thunder Bay—Atikokan a présenté une pétition concernant le patrimoine ukrainien.

Monsieur le Président, vous savez peut-être que les Ukrainiens et les Écossais ont en commun un saint patron en Saint-André. J'ai l'honneur de présenter une pétition qui presse le gouvernement fédéral de déclarer le 6 avril jour du Tartan, en reconnaissance du riche patrimoine et de l'énorme contribution des Canadiens d'origine écossaise.

J'espère que cette pétition recevra un bon accueil de la part de la présidence.

LE GATT

M. Ken Hughes (MacLeod): Monsieur le Président, je prends aussi la parole, en vertu de l'article 36 du Règlement, pour présenter deux pétitions.

La première est signée par de nombreux producteurs agricoles de l'Alberta, dont une grande partie sont de la circonscription de MacLeod que je représente.

Ces producteurs sont très préoccupés par les négociations multilatérales qui se tiennent actuellement dans le cadre de l'Uruguay Round sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Ils s'inquiètent plus précisément des règles qui portent sur le commerce international des produits agricoles.